

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 19/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAUX FILMS

Boulevard Suzanne Clement
B.P. 8
76400 Fécamp

Références : 20250711 PPC Generaliste
Code AIOT : 0005800630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2025 dans l'établissement CAUX FILMS implanté Boulevard Suzanne Clement B.P. 8 76400 Fécamp. L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 11 juillet 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAUX FILMS
- Boulevard Suzanne Clement B.P. 8 76400 Fécamp

- Code AIOT : 0005800630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fabrication de film plastique alimentaire

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stockage des produits finis	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 2.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 01/10/2004, article 2.8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Formation des opérateurs au maniement des moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
10	Collecte des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 5.1.1	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
11	Prévention des pollutions de l'eau	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 5.3	Demande d'action corrective	1 mois
12	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es			
13	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 8.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 1.1	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 3.4	Sans objet
5	Aires d'aspiration	Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 11 juillet 2025, l'inspection des installations classées a constaté cinq non-conformités réglementaires majeures.

Aussi, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure la société CAUX FILMS sise à FÉCAMP, de respecter :

- sous 3 mois, l'article 18 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en faisant réaliser une analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique par un organisme compétent définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance, assortie de leur délai de mise en œuvre ;

- sous 6 mois, l'article 4.2.1 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en munissant chacun des silos verticaux de stockage d'une rampe d'arrosage fonctionnelle d'un débit de 3 litres/minute par m² de jupe à refroidir ;

- sous 6 mois, l'article 4.2.2 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en équipant l'atelier d'extrusion d'un système de sprinklage et d'une détection incendie asservie à une sirène ;

- sous 6 mois, l'article 4.2.3 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en formant le personnel à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie du site ;

- sous 6 mois, l'article 5.1.1 alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en équipant le site d'un bassin étanche d'au moins 120 m³ pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées demande à la société CAUX FILMS, sise à FÉCAMP, de répondre aux demandes d'actions correctives et de justifications formulées dans le présent rapport, dans les délais précisés pour chaque demande.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 1.1				
Thème(s) : Situation administrative, Installations classées du site				
Prescription contrôlée :				
L'entreprise AEP Industries Packaging France, dont le siège social est situé Boulevard Suzanne Clément à 76400 FÉCAMP, est autorisée à exploiter les installations relevant des rubriques de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) suivantes :				
Numéro de la rubrique	Désignation de l'activité	Régime (1)	R a y o n d' a f f i c h a g e	Caractéristiques de l'installation
2661-1-a	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification,	A	1 km	Q u a n t i t é maximale traitée : 42,72 t/j

	<p>etc.) La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 10 t/j</p>			
2661-2-a	<p>Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.) La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 20 t/j</p>	A	1 km	Capacité de 56,12 t/j
2920-2-a	<p>Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, n'utilisant pas de fluides inflammables ou</p>	A	1 km	Puissance absorbée : 846 kW

	inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW			
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs . La puissance maximum de courant continu utilisable étant supérieure à 10 kW : Déclaration	D		Puissance totale des ateliers de charge : 23 kW
2662-2-b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ : Déclaration	D		Stockage des matières premières en 5 boisseaux de 450 m ³ au total
2663-2-b	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères,	D		Volume total de stockage de produits finis : 4050 m ³

	élastomères, résines et adhésifs synthétique) (stockage de) Supérieur ou égal à 1000 m ³ mais inférieur à 10000 m ³ : Déclaration			
1721-1-b	Installations comportant des substances radioactives (radionucléides du groupe 1) Activité totale, égale ou supérieur à 270 MBq (10mCi) ; mais inférieure à 370 GBq : Déclaration	D		Activité totale de 9,25 GBq

Constats :

Éléments de l'exploitant :

La société CAUX FILMS a repris les activités de la société GLOBAL PLASTICS, régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004.

Le changement d'exploitant a été déclaré par la société CAUX FILMS à la préfecture de Seine-Maritime, par courrier du 30 octobre 2015.

Dans son courrier du 28 août 2018, l'exploitant précise ne plus utiliser de sources radioactives.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé la consistance des installations actuelles au regard de la nomenclature des installations classées et notamment des données d'activité (cf. Annexe 1)

Analyse de l'inspection des installations classées :

L'exploitant n'a pas demandé à ce que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement. Aussi, les arrêtés préfectoraux pris sous le régime de l'autorisation restent applicables (cas de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004), ainsi que les règles de procédures de l'autorisation.

Le régime du site relève de l'enregistrement.

<p>Les arrêtés ministériels de prescriptions générales des installations soumises à enregistrement s'appliquent sous réserve de l'arrêté préfectoral.</p> <p>La consistance des installations classées du site, fournie par l'exploitant, au regard de la nomenclature des installations classées et de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 n'appelle pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage des produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Aménagement et organisation du stockage des produits finis :</u> Les produits stockés en vrac doivent être éloignés des murs refends parallèles aux pignons, d'au moins 0,80 mètre. La quantité de produits finis stockés ne doit pas être supérieure à 2100 m³. [...] Les stockages situés à l'extérieur des locaux doivent être séparés des murs extérieurs par un espace libre d'au moins 8 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u> Le volume total maximal de stockage de produits finis est de 932 m³. <u>Constats de l'inspection des installations classées :</u> L'inspection a constaté que : - Certains produits finis stockés en vrac ne sont pas éloignés des murs du bâtiment, d'au moins 0,80 mètre, certains stockages étant accolés à la paroi ou stockés à proximité immédiate de celle-ci (cf. photos de l'annexe 2) : ce constat constitue une non-conformité. L'exploitant a cependant, suite à l'inspection, déplacé ces stocks à plus de 0,80 mètre (cf. photos de l'exploitant du 18 juillet 2025 présentées dans l'annexe 2 du présent rapport). - Aucun stockage n'est situé à l'extérieur des locaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective n° 1 :</u> L'exploitant doit, <u>sous 1 mois</u>, établir et mettre en œuvre une organisation lui permettant de maintenir les produits stockés en vrac éloignés des murs refends parallèles aux pignons, d'au moins 0,80 mètre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/10/2004, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement est applicable.</p> <p>Article 18 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section 3 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - précise ne pas disposer d'une analyse du risque foudre (ARF) ; - a fait réaliser, le 09 juillet 2025, par un bureau d'étude compétent une vérification de l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations (vérification complète) (rapport du 10 juillet 2025). Ce rapport fait mention de nombreuses déficiences ou anomalies dont le paratonnerre (non connecté à la terre notamment). <p><u>Analyse de l'inspection des installations classées :</u></p> <p>Le rapport de la vérification du 09 juillet 2025 susvisée fait mention que les vérifications réalisées ont fait apparaître des déficiences ou anomalies mentionnées dans la « Liste récapitulative des observations issues de la vérification » auxquelles il y a lieu de remédier (généralités, structure). Les actions à entreprendre, mentionnées dans le rapport susvisé, sont notamment les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Déterminer, pour cette installation ancienne, un niveau de protection et le cycle de vérification. L'analyse du risque foudre permettra de répondre à cette exigence ; 2- Faire réaliser une évaluation des risques foudre puisqu'aucune spécification n'est donnée et qu'aucun dossier de conception, d'exécution et d'inspection n'a pu être communiqué ; 3- Réaliser un carnet de bord de suivi des impacts foudre ; 4- Faire procéder à la vérification des installations avec une périodicité annuelle puis en alternant les vérifications complètes et visuelles. 5- Réaliser une interconnexion accessible et déconnectable entre chaque prise de terre foudre et la prise de terre à fond de fouille de l'installation électrique ; 6- Mettre en place, à l'origine de l'installation et en raison de la présence d'un système de protection foudre sur le bâtiment, un parafoudre adapté sur l'alimentation en énergie au point de pénétration dans la structure. <p>Par message électronique du 18 juillet 2025, l'exploitant a transmis un avis de passage pour la réalisation de l'analyse du risque foudre du site par un organisme compétent le 03 septembre 2025.</p> <p>L'absence d'analyse du risque foudre et la mention de nombreuses non-conformités dans le rapport de vérification complète de l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations constituent des non-conformités majeures.</p> <p><u>Non-conformité majeure n° 1 :</u></p> <p>Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, <u>sous 3 mois</u>, l'article 18 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations</p>

relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en faisant réaliser une analyse du risque foudre (ARF) et une étude technique par un organisme compétent définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance, assortie de leur délai de mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrée-sortie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> Au moment de l'inspection, l'exploitant a présenté un registre indiquant les quantités suivantes présentes sur site : - 337,3 t de matières premières ; - 57,9 t de produits finis et en cours au niveau des lignes de production. L'exploitant déclare disposer de ce registre depuis un serveur déporté accessible à tout moment. L'exploitant a également présenté un plan général des stockages. <u>Observation n° 1 de l'inspection des installations classées :</u> L'inspection recommande à l'exploitant de compléter le plan général des stockages en mentionnant clairement les trois silos de stockage de matières premières (plutôt qu'une zone de stockage au sens large), et en précisant les quantités maximales stockées par lieu de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aires d'aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à nettoyer régulièrement les bords de rivière sur une distance d'environ 5 mètres de part et d'autre de l'axe des deux aires d'aspiration existantes, clairement localisées, sur la rivière « la Valmont ». L'exploitant doit garantir une profondeur d'un mètre au lieu d'épuisement.

Constats :
<u>Éléments de l'exploitant :</u> L'exploitant déclare ne plus utiliser les aires d'aspiration dans la rivière « la Valmont », ces dernières ayant été utilisées par l'exploitant précédent dans son process, ce qui n'est plus le cas de l'exploitant actuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Particularité du stockage des matières premières
Prescription contrôlée : - Les cinq silos verticaux extérieurs utilisés pour le stockage en vrac de la résine de PVC sont reliés à la terre par liaison équipotentielle et munis d'une rampe d'arrosage d'un débit de 3 litres/minute par m ² de jupe à refroidir ;
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> Le site dispose actuellement de trois silos verticaux de stockage de matières premières. Deux silos ont été arrêtés. Bien que les trois silos soient munis d'une rampe d'arrosage, celle-ci n'est plus fonctionnelle (absence d'alimentation en eau). <u>Constats et analyse de l'inspection des installations classées :</u> Sur le terrain, l'inspection a constaté la présence des trois silos verticaux de stockage des matières premières (PVC) (cf. photo jointe). Un test des rampes d'arrosage de ces silos était prévu dans l'ordre du jour adressé à l'exploitant le 20 juin 2025 en amont de la visite. Ce test n'a pas été réalisé dans la mesure où l'exploitant a indiqué en début de visite que l'arrosage n'était pas fonctionnel. <u>Non-conformité majeure n° 2 :</u> L'absence d'une rampe d'arrosage fonctionnelle au niveau de chacun des trois silos verticaux de stockage constitue une non-conformité majeure. Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 6 mois, l'article 4.2.1 alinéa 1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en munissant chacun des silos verticaux de stockage d'une rampe d'arrosage fonctionnelle d'un débit de 3 litres/minute par m² de jupe à refroidir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Particularité des ateliers de fabrication
Prescription contrôlée : - L'atelier « Mélanges » est équipé de sondes de contrôle de la température , d'un système de sprinklage , de RIA, d'extincteurs et d'une détection incendie asservie à la sirène ; - Les ateliers d'extrusion sont équipés d'un système de sprinklage , de RIA, d'extincteurs et d'une détection incendie asservie à la sirène .
Constats : <u>Éléments de l'exploitant :</u> Le site ne dispose plus d'un atelier « Mélanges » car le process de mélange est désormais automatisé. Le site dispose d'un atelier d'extrusion muni de robinets incendie armés (RIA) et d'extincteurs. Cependant, cet atelier n'est pas muni d'un système de sprinklage ni d'une détection incendie asservie à la sirène. Par message électronique du 18 juillet 2025, l'exploitant a précisé avoir pris contact avec le SDIS 76 sur l'installation de système de sprinklage dans l'atelier. <u>Constats de l'inspection des installations classées :</u> Au niveau de l'atelier d'extrusion, l'inspection des installations classées a constaté la présence de RIA et d'extincteurs. L'atelier n'est muni ni d'un système de sprinklage ni d'une détection incendie asservie à une sirène. Non-conformité majeure n° 3 : L'absence, au niveau de l'atelier d'extrusion, d'un système de sprinklage et d'une détection incendie asservie à une sirène, constitue une non-conformité majeure. Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 6 mois, l'article 4.2.2alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en équipant l'atelier d'extrusion d'un système de sprinklage et d'une détection incendie asservie à une sirène.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Formation des opérateurs au maniement des moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Prescription contrôlée : Alinéa 5 Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie.

Constats :Éléments de l'exploitant :

Le personnel n'est pas formé à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie. L'exploitant envisage la réalisation de cette formation d'ici la fin de l'année 2025.

Par message électronique du 18 juillet 2025, l'exploitant a transmis une confirmation d'intervention du 18 juillet 2025 d'un organisme compétent pour une formation prévue le 24 juillet 2025 relative à la prévention et à la sécurité incendie (extincteurs), pour 24 personnes.

Non-conformité majeure n° 4 :

L'absence de formation du personnel à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie du site constitue une non-conformité majeure.

Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 6 mois, l'article 4.2.3alinéa 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en formant le personnel à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 4.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Cas général

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, aire d'aspiration) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. d'une capacité en rapport avec le risque à défendre et permettant au minimum 3 heures d'utilisation, à un débit de 60 m³/h ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

[...]

- de robinets d'incendie armés normalisés (NFS 61201 - 62201) ;

[...]

Constats :Éléments de l'exploitant :

Les moyens de défense contre l'incendie suivants sont présents :

1- Une borne incendie située sur le site :

<p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification, réalisée par un organisme compétent, de cette borne incendie et daté du 12 décembre 2024 (débit supérieur à 60 m³/h (101 m³/h, fonctionnel)) ;</p> <p>2- 14 Robinets Incendie Armés (RIA) :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification réalisée par un organisme compétent de ces 14 RIA et daté du 12 décembre 2024 : ce rapport fait état de 14 RIA en bon état et d'1 RIA non alimenté en eau.</p> <p>3- Extincteurs :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification réalisée par un organisme compétent de ces extincteurs et daté du 12 décembre 2024, faisant état de 78 extincteurs en bon état et de deux extincteurs sortis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n° 2 : L'exploitant doit, <u>sous 3 mois</u>, réparer le robinet incendie armé non alimenté en eau et remplacer les deux extincteurs sortis du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Collecte des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 5.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma du réseau de collecte des eaux de pluies et/ou incendie est établi par l'exploitant et régulièrement tenu à jour après chaque modification notable.</p> <p>Ce plan daté doit faire apparaître les secteurs collectés, les postes de mesure, le débourbeur-déshuileur et les vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les eaux éventuellement polluées doivent être retenues dans un bassin étanche d'au moins 120 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Éléments de l'exploitant :</u></p> <p>L'exploitant a présent un schéma du réseau de collecte des eaux de pluie et/ou incendie.</p> <p>Le site dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une vanne manuelle sur une partie du réseau des eaux pluviales (non testée, et absence de manivelle à disposition pour son maniement) ; - d'un débourbeur-déshuileur avant rejet des eaux de pluie dans la rivière « la Valmont ». <p>Le site ne dispose pas de bassin étanche de 120 m³ de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>L'exploitant envisage un raccordement du réseau des eaux pluviales du site au réseau d'eaux pluviales communal.</p> <p>Non-conformité majeure n° 5 :</p>

L'absence de dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie constitue une non-conformité majeure.

Au vu de ce constat, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 6 mois, l'article 5.1.1alinéa 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2004 applicable au site, en équipant le site d'un bassin étanche d'au moins 120 m³ pour la rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 3 :

Dans l'attente de la mise en œuvre du bassin étanche susvisé, l'exploitant demande à l'exploitant d'équiper rapidement le réseau d'eaux pluviales du site d'une vanne d'isolement avant rejet des eaux pluviales dans la rivière « La Valmont » afin de limiter la pollution de cette rivière en cas d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Prévention des pollutions de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions chroniques

Prescription contrôlée :

5.3.1 Limitation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Caractéristiques des rejets :

Les valeurs limites imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant rejet au milieu naturel ne doivent pas dépasser :

	Concentration limite
Matières en suspension	100 mg/j si flux/j n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/j si flux/j n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà
DBO ₅	100 mg/j si flux/j n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà

Température	Inférieure à 30 °C
pH	5,5 - 8,5

5.3.2 Eaux pluviales

Le rejet des eaux pluviales après passage au déshuileur ne doit pas contenir plus de 10 mg/l d'hydrocarbures (normes NFT 90.114) si le flux est supérieur à 100 g/l.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant déclare ne jamais avoir réalisé de contrôle des eaux pluviales.

Il déclare nettoyer périodiquement le débourbeur-déshuileur du site et a présenté les bordereaux de suivi des déchets correspondant à ces nettoyages (11 juin 2025, 1^{er} avril 2025 et 21 février 2025).

Par message électronique du 18 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un avis de passage daté du 16 juillet 2025 établi par un organisme agréé pour le prélèvement et l'analyse des eaux pluviales prévus le 23 juillet 2025.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Au vu de l'engagement présenté, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de suites administratives à l'absence de contrôle des eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 4 :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, le rapport de contrôle des eaux pluviales, contrôle réalisé le 23 juillet 2025 selon l'engagement fourni.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

6.3 Valeurs limites et conditions de rejet

Dans les conditions définies au point 6.2 de l'annexe 1 de l'arrêté du 14 janvier 2000 (rubrique 2661), les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après :

a) Poussières : les gaz rejetés à l'atmosphère, après passage dans le dispositif permettant de

collecter et filtrer les émissions, ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm³ de poussières ;

b) Composés organiques volatils hors méthane : les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 110 mg/Nm³ de COV (en carbone total) si le délai massique horaire dépasse 2 kg/h.

6.4 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Dans les conditions définies au point 6.3 de l'annexe 1 de l'arrêté du 14 janvier 2000 (rubrique 2661), une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 6.3 précédent doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur tous les trois ans.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des émissions atmosphériques, contrôle réalisé le 06 juin 2025 par un organisme compétent, au niveau des quatre émissaires d'extraction des deux lignes de production.

Ce contrôle est le premier réalisé depuis que l'exploitant a racheté le site.

Le contrôle n'ayant pas porté sur le paramètre poussières pourtant prescrit dans l'arrêté susvisé, l'exploitant a transmis, par message électronique du 18 juillet 2025, un bon de commande signé et daté du 17 juillet 2025 pour le contrôle des émissions de poussières, par un organisme agréé.

Analyse de l'inspection des installations classées :

Au vu de l'engagement présenté, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade de suites administratives à l'absence de contrôle des émissions de poussières au niveau des lignes de production du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 5 :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, le rapport de contrôle des émissions de poussières réalisées au niveau des lignes de production du site par un organisme agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2004, article 8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle

Prescription contrôlée :

8.4 Contrôle des valeurs d'émission

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

[...] Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Éléments de l'exploitant :

Un contrôle des niveaux sonores a été réalisé par un organisme compétent les 11 et 12 juin 2025 au niveau de sept points de mesures.

Deux points de mesures étant non conformes au niveau de l'émergence, l'exploitant a déjà mené une action corrective : modifier l'orientation des cheminées d'extraction des fumées du site afin de diriger les émissions sonores à l'opposé des zones habitées voisines, le bruit du ventilateur étant à l'origine de l'émergence.

Par ailleurs, par message électronique du 18 juillet 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une attestation d'un artisan couvreur datée du 18 juillet 2025 de l'intervention en cours pour le remplacement de l'isolation phonique des conduits d'aspiration des fumées dans le but de limiter les nuisances sonores générées par ces équipements. L'intervention a débuté au moins de juin 2025 et devait être entièrement finalisée avant le 15 août 2025.

Analyse de l'inspection des installations classées :

À l'issue des travaux, l'exploitant devra faire refaire un nouveau contrôle des niveaux sonores pour justifier de l'efficacité des travaux et du retour à la conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 6 :

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, le rapport de contrôle des émissions sonores réalisé à l'issue des travaux pour limiter les émissions sonores du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois